



## Conseil de sécurité

CS/9836

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

### Aperçu des travaux du Conseil de sécurité en 2009

#### **L'AFRIQUE, LE MOYEN-ORIENT, LE DÉSARMEMENT NUCLÉAIRE ET LA PROTECTION DES CIVIL AU CENTRE DES ACTIVITÉS DU CONSEIL DE SÉCURITÉ EN 2009**

Les guerres en Afrique et la crise au Moyen-Orient ont encore dominé les activités du Conseil de sécurité en 2009. L'année fut également marquée par des succès significatifs dans les domaines de la non-prolifération et du désarmement nucléaires et de la protection des civils dans les conflits armés, plus particulièrement les femmes et les enfants.

Au total, avec 46 séances de moins qu'en 2008, le Conseil s'est réuni à 171 reprises, retrouvant ainsi son niveau de 2007. Il a adopté 48 résolutions et publié 35 déclarations présidentielles. Preuve de sa volonté de recourir à la pratique du consensus pour accroître l'efficacité de ses décisions, seules cinq résolutions n'ont pas recueilli l'unanimité des voix et une seule a fait l'objet d'un veto de la part d'un de ses cinq membres permanents.

/...

Le Moyen-Orient a connu, sur fond de crise humanitaire toujours aigüe, une évolution politique et diplomatique en dents de scie qui, au final, n'a laissé entrevoir aucune sortie de l'impasse. Le Conseil avait débuté l'année par un débat de deux jours sur la situation consécutive à l'offensive israélienne contre Gaza, lancée en décembre 2008, avant de souligner, le lendemain, malgré l'abstention des États-Unis, l'urgence d'un « cessez-le-feu durable et pleinement respecté », devant mener au « retrait total des forces israéliennes ». Le Secrétariat, dans son dernier exposé mensuel de l'année, plaidait encore pour une levée du « blocus israélien » et un retour au calme dans toute la région, appelant les parties à reprendre rapidement les négociations.

/...

#### ***MOYEN-ORIENT***

##### ***La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne***

- 16 séances publiques: [6 janvier](#), [7 janvier](#), [8 janvier](#), [21 janvier](#), [27 janvier](#), [18 février](#), [25 mars](#), [20 avril](#), [11 mai](#), [23 juin](#), [27 juillet](#), [19 août](#), [17 septembre](#), [14 octobre](#), [24 novembre](#), [17 décembre](#)
- 1 résolution: [1860](#)
- 1 déclaration présidentielle: [11 mai](#)

En 2009, la situation au Moyen-Orient n'a pas connu d'évolution politique et diplomatique notable permettant d'envisager une sortie de crise. L'année 2009 a débuté comme s'était achevée la précédente: par la convocation d'une réunion du Conseil de sécurité consacrée à la situation consécutive à l'offensive israélienne contre Gaza.

Les [6](#) et [7 janvier](#), le Conseil de sécurité a tenu un débat public au niveau ministériel et en présence du Président de l'Autorité palestinienne, M. Mahmoud Abbas, pour examiner notamment les moyens d'un cessez-le-feu « immédiat » et « permanent ». « La situation sur le terrain exige désormais de passer à l'action », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, annonçant qu'il se rendrait dans la région la semaine suivante. Le Ministre des affaires étrangères de la France, M. Bernard Kouchner, avait ouvert la séance qu'il présidait en annonçant une initiative prise un peu plus tôt par le Chef de l'État français, M. Nicolas Sarkozy, et le Chef de l'État égyptien, M. Hosni Moubarak, en vue d'arrêter l'escalade de la violence. Si M. Abbas a exprimé son soutien au plan, salué par ailleurs par M. Ban et plusieurs ministres, comme la Secrétaire d'État américaine, Mme Condoleezza Rice, son homologue britannique, M. David Miliband, ou encore le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, M. Amre Moussa, la représentante d'Israël, ne l'a, en revanche, pas évoqué. M. Abbas a demandé au Conseil de sécurité d'adopter le projet de résolution en circulation qui appelle, a-t-il dit, à une « cessation immédiate de l'agression israélienne ».

Le [lendemain](#) de ce débat de deux jours, le Conseil adoptait, par 14 voix en sa faveur et l'abstention des États-Unis, la résolution [1860 \(2009\)](#) qui soulignait l'urgence « d'instaurer immédiatement un cessez-le-feu durable et pleinement respecté » à Gaza, devant mener au « retrait total des forces israéliennes ». Le Conseil a également condamné « toutes les violences et hostilités dirigées contre des civils ainsi que tous les actes de terrorisme ». Le Secrétaire général s'est dit « encouragé et soulagé » par cette adoption visant à mettre fin à une « situation tragique ». M. Ban a précisé que sa visite dans la région contribuerait à vérifier l'application du cessez-le-feu et le bon déroulement de l'acheminement de l'aide humanitaire.

Le [21 janvier](#), le Secrétaire général effectuera devant le Conseil un bilan de sa tournée au Moyen-Orient, qui l'aura mené en Égypte, en Jordanie, en Israël, dans le Territoire palestinien occupé, en Turquie, au Liban et en Syrie. « Si les semaines passées, marquées par la violence, ne sont pas rapidement suivies d'une action politique vigoureuse, le Moyen-Orient s'exposera à des risques de polarisation et à de nouvelles frustrations », a-t-il prévenu, demandant que les négociations unilatérales de cessez-le-feu soient transformées en un accord durable.

Ce mois d'activités denses du Conseil se terminera le [27 janvier](#) par des exposés du Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence, M. John Holmes, et de la Commissaire générale de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), Mme Karen Koning AbuZayd. Mme Koning AbuZayd, premier responsable de l'UNRWA à s'exprimer devant le Conseil de sécurité, s'est faite l'écho des sentiments de « choc », de « douleur » et de « colère » ressentis par la population dans la bande de Gaza, tandis que M. Holmes a estimé qu'un « vaste effort humanitaire » était « nécessaire dans les domaines de la sécurité alimentaire, de l'eau, de l'assainissement, de la fourniture d'énergie, des routes, de la santé et de l'assistance psychologique ».

Au cours des mois suivants, le Conseil de sécurité se tiendra régulièrement informé par le Secrétariat de la situation politique et humanitaire. Le [18 février](#), le Coordonnateur spécial pour le processus de paix au Moyen-Orient, M. Robert H. Serry, affirmait que la communauté internationale devait « faire preuve d'unité et de détermination et redoubler d'efforts ». Le [25 mars](#), soit près de deux mois après la proclamation des cessez-le-feu unilatéraux par Israël et le Hamas, le Secrétaire général adjoint aux

affaires politiques, M. B. Lynn Pascoe, soulignait que la reconstruction de Gaza se heurtait, dans un contexte de crise humanitaire toujours aigüe, au maintien du blocus israélien. Le [20 avril](#), M. Pascoe signalait bien un nouvel élan diplomatique, avec la visite effectuée dans la région par l'Envoyé du Président américain Barack Obama, le Sénateur George Mitchell, et de celles des envoyés du Quatuor, mais constatait un manque de progrès dans la reconstruction de Gaza et la réconciliation interpalestinienne.

À l'occasion d'un nouveau débat, le [11 mai](#), sous la présidence russe, le Conseil de sécurité, dans une déclaration, demandait aux parties de « s'abstenir de toute mesure susceptible d'entamer la confiance ou de remettre en cause l'issue des négociations sur les questions fondamentales ». Il appuyait aussi la proposition de la Fédération de Russie d'organiser une conférence internationale sur le processus de paix au Moyen-Orient, à Moscou, en 2009. Le Secrétaire général évoquait, quant à lui, une grave « crise de confiance », qu'il attribuait au fait que les engagements pris n'avaient pas été suivis d'effets.

Le [23 juin](#), M. Serry voyait dans le discours prononcé le 4 juin au Caire par le Président Obama et dans la réponse du Premier Ministre israélien, M. Benyamin Netanyahu qui ne s'opposait plus à la création d'un État palestinien, « une chance réelle de commencer à changer la dynamique du processus de paix au Moyen-Orient ». Le Sous-Secrétaire général aux affaires politiques, M. Oscar Fernandez-Taranco, interviendra ensuite à deux reprises, d'abord le [27 juillet](#), pour exprimer son inquiétude face à la poursuite des activités liées à l'implantation illégale de colonies de peuplement en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, puis le [19 août](#), pour faire état de la poursuite d'efforts internationaux en vue de créer les conditions propices à une reprise rapide des négociations israélo-palestiniennes.

Le [17 septembre](#), M. Serry, tout en appuyant les efforts menés par le Sénateur Mitchell qui, a-t-il dit, « sont à une étape critique », a souhaité que la réunion des membres du Quatuor, le 24 septembre, en marge du débat général de l'Assemblée générale, permette de galvaniser la volonté politique commune, comme celles des parties concernées, nécessaire au règlement du conflit. Un bilan très réservé de ces efforts politiques sera dressé le [14 octobre](#) par M. Pascoe, qui estime que leur succès « dépendra en premier lieu de la volonté politique des parties d'aboutir ». Le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques s'est en outre montré inquiet de la montée des tensions dans la région. Au cours du débat qui a suivi, une quarantaine de délégations ont commenté le « rapport Goldstone », du nom du juge qui avait dirigé la mission d'établissement des faits sur le conflit de Gaza. Tout en portant des appréciations variables sur ce document, les intervenants ont, dans leur grande majorité, souhaité que les parties concernées mènent des enquêtes sérieuses et indépendantes sur les allégations de crimes graves commis en violation du droit international humanitaire, comme le recommande le rapport.

Les deux réunions d'informations mensuelles suivantes, le [24 novembre](#) et le [17 décembre](#), n'ont révélé aucune avancée significative sur les plans politique ou diplomatique. Lors de cette dernière, M. Serry a appelé les parties palestinienne et israélienne à reprendre rapidement les négociations pour sortir de l'impasse politique.

/...

\* \* \* \* \*

---

**À l'intention des organes d'information • Document non officiel**